SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1869-1870.

Projet de Loi relatif à la rémunération des miliciens.

(Voir les N° 133 et son annexe, 178 et 195 de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé un fonds spécial destiné à la rémunération des miliciens.

Ce fonds pourra être rattaché, soit à la caisse des dépôts et consignations, soit à la caisse générale d'épargne et de retraite, instituée par la loi du 16 mars 1865.

ART. 2.

Le fonds spécial est formé par une subvention annuelle du Trésor.

Il pourra être employé à l'acquisition des titres ou obligations mentionnés dans les lois des 16 mars 1865 et 1^{er} juillet 1869.

ART. 3.

Tout milicien qui aura accompli, soit en cette qualité et par lui-même, soit comme remplaçant de son frère, son temps de service dans l'armée active, et qui comptera au moins un an de présence réelle au corps, a droit à une somme fixe de 150 francs, et, en outre, à une somme de 12 centimes par jour de présence pour toute la durée du service ordinaire et du service fait par suite de rappel en temps de paix.

Le réfractaire n'a droit à la rémunération que s'il est assimilé au milicien sous le rapport des congés.

La rémunération peut être réduite de 50 centimes au plus pour toute journée passée en état de punition. Un arrêté royal détermine quelles sont les punitions qui doivent donner lieu à cette retenue, et fixe la quotité de celle-ci.

(2)

La rémunération de 12 centimes par jour peut être accordée dans le cas de congés justifiés pour cause de maladie contractée au service, et dans les conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 4.

La somme allouée au milicien est affectée à la création d'une rente viagère, prenant cours le 1^{er} janvier qui suit l'âge de cinquante-cinq ans révolus.

La rente viagère est égale aux $\frac{5}{9}$ de la somme portée au crédit du milicien.

ART. 5.

Le milicien définitivement libéré du service, dont l'existence dépend de son travail, et qui, avant l'âge de cinquante-cinq ans accomplis, se trouverait, par la perte d'un membre, d'un organe, par une infirmité permanente résultant d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de sa profession, incapable de pourvoir à sa subsistance, aura droit au paiement de la rente, à partir du premier du mois qui suivra la constatation de l'incapacité.

La jouissance anticipée de la rente cessera si l'une ou l'autre des conditions énoncées au paragraphe qui précède, vient à disparaître.

ART. 6.

Tous les actes, toutes les pièces nécessaires à l'exécution des dispositions de la présente loi sont délivrés gratis et exempts des droits de timbre, d'enregistrement et de greffe.

ART. 7.

Le milicien peut, pour s'assurer le moyen de remplacer ses enfants légitimes, retirer tout ou partie de la somme portée à son crédit et augmentée des intérêts composés à 5 p. c., calculée à partir du 1^{er} janvier suivant l'expiration de la seconde année après l'incorporation.

Le capital retiré est versé directement à la caisse tontinière de remplacement sur la tête de l'enfant désigné par le milicien.

Si le milicien est dans le cas d'user de cette faculté avant l'expiration du temps de service, il est néanmoins autorisé à faire opérer le transfert; mais ce transfert ne produira ses effets que si le milicien accomplit son temps de service, est décédé au service, ou n'est empêché d'y rester que par des causes indépendantes de sa volonté ou de sa faute.

ART. 8.

Le milicien marié peut, pourvu qu'il n'ait pas quarante-cinq ans révolus, convertir sa rente en une rente reposant sur sa tête et sur celle de sa femme et devant être payée jusqu'au décès du survivant; la conversion ne produit ses effets que si les époux sont tous deux vivants lorsque la rente doit s'ouvrir.

(3)

ART. 9.

Le milicien peut augmenter par des versements la rente à laquelle il a droit; il peut en différer l'ouverture.

ART. 10.

Le Gouvernement détermine les conditions des changements qui précèdent et les réserves auxquelles ils sont subordonnés.

ART. 11.

Les droits à la rémunération, les rentes viagères, soit au profit du mari, soit au profit de la femme, ainsi que les sommes dues par la caisse tontinière par suite de versements effectués au moyen de la rémunération, sont incessibles et insaisissables.

Les livrets, certificats ou autres titres délivrés aux ayant droits ne peuvent leur être retenus pour aucune cause; les tiers qui les auraient retenus seront condamnés envers eux à une indemnité au moins égale à la moitié de la valeur du droit.

Les rentes ne sont payées qu'à ceux au profit desquels elles sont inscrites.

ART. 12.

Le droit à la rémunération et aux rentes viagères, mêmes ouvertes, se perd :

- 1° Par la désertion;
- 2° Par le renvoi de l'armée pour conduite habituelle;
- 3° Par une condamnation qui entraîne la déchéance du rang militaire;
- 4° Par une condamnation à une peine criminelle.

Le Roi peut, d'une manière absolue ou conditionnelle, relever les miliciens de la perte de leurs droits à l'obtention des rentes.

ART. 13.

Les titulaires de rentes peuvent en jouir indépendamment de tout traitement, de toute pension ou de toute autre rente acquise en vertu de la loi du 16 mars 1868.

ART. 14.

Dès la libération du milicien du service, il lui est remis un livret dans lequel sont inscrits les versements opérés à son profit et la rente viagère à laquelle il a droit.

ART. 15.

Les dispositions ci-dessus seront appliquées aux miliciens qui tireront au sort après la promulgation de la loi.

(4)

ART. 16.

Un crédit spécial de cinquante mille francs est ouvert au Ministère des Finances pour couvrir les frais de premier établissement de la caisse de la milice, ainsi que de la caisse du remplacement.

Ce crédit sera imputé sur les ressources ordinaires du Trésor.

Bruxelles, le 12 mai 1870.

*Le Président de la
Chambre des Représentants,
(Signé) H. DOLEZ.*

*Les Secrétaires,
(Signé) ALFRED DETHUIN.
REYNAERT.*